

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 Valence

Valence, le 19/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/08/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TANNERIES ROUX

B.P 66
2 avenue Bruno Larat
26100 Romans-Sur-Isère

Référence : 20250916-RAP-DAEN1026
Code AIOT : 0006102695

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/08/2025 dans l'établissement TANNERIES ROUX implanté B.P 66 2 avenue Bruno Larat 26100 Romans-sur-Isère. L'inspection a été annoncée le 05/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'est inscrite dans le cadre à la fois d'une action nationale sur la sobriété hydrique et de la déclinaison pour le bassin Rhône Méditerranée du plan eau qui prévoit la révision à la baisse des autorisations de prélèvement dans les territoires en déséquilibre.

Le site se situe dans une zone à enjeu du point de vue de la ressource en eau. Il relève en effet de la zone de répartition des eaux du bassin versant de la Drôme des collines et de sa nappe d'accompagnement, qui fait également l'objet d'un Plan de Gestion de la Ressource en Eau (PGRE de transition de la Drôme des Collines 2020-2023 du 01/02/2021) .

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TANNERIES ROUX
- B.P 66 2 avenue Bruno Larat 26100 Romans-sur-Isère
- Code AIOT : 0006102695
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Statut IED : Non IED

Le site des Tanneries ROUX est autorisé par l'arrêté préfectoral n°2012047-0031 du 16/02/2012 pour l'exploitation d'une tannerie sur la commune de ROMANS-SUR-ISERE. Depuis l'arrêt de sa rivière fin 2022, les peaux arrivent sur le site déjà tannées (« wet-blue ») et l'activité est recentrée sur les étapes en aval (notamment la teinture, le corroyage et le finissage).

Les Tanneries ROUX existent depuis plus de 200 ans (société créée en 1803). En 2012, la société a été rachetée par le groupe LVMH. Elle est spécialisée en cuir de bovin haut de gamme. Le site emploie environ 80 salariés.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Sobriété hydrique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Délais
1	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	Demande d'action corrective	3 mois
5	Sobriété hydrique	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Demande d'action corrective	3 mois
8	État des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande d'action corrective	3 mois
9	Étiquetage des produits chimiques	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	Demande d'action corrective	3 mois
11	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
12	Entretien de la rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
13	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	7 jours
14	Protection et surveillance des eaux souterraines	AP Complémentaire du 16/02/2012, article 9.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Données de prélèvement : compteur	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	Sans objet
3	Données de prélèvement : respect des volumes prélevables autorisés	Arrêté Préfectoral du 16/02/2012, article 4.1.1	Sans objet
4	Obligations déclaratives - GEREP	Arrêté Ministériel du 30/01/2008, article 4	Sans objet
6	Sécheresse - adaptation des restrictions - cadre local	Arrêté Préfectoral du 30/04/2024, article Annexe 1	Sans objet
7	Sécheresse - respect des restrictions applicables	Arrêté Préfectoral du 14/08/2025, article Article 2	Sans objet
10	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, 37-5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le bilan de l'inspection est mitigé. En ce qui concerne la sobriété hydrique, les prélèvements d'eau ont beaucoup diminué, du fait d'une évolution de production, d'une baisse importante d'activité mais aussi d'actions d'optimisation et de réduction. Comme déjà identifié lors de l'inspection de 2024 sur le même thème, le plan de sobriété hydrique (PSH) doit encore être complété afin de finaliser la démonstration que les besoins ont été réduits au minimum, notamment avec l'élaboration d'un schéma hydraulique (déjà demandé en 2024), la mise en place et le suivi d'indicateurs de consommation spécifique (engagement pris pour l'année 2025 à la suite de l'inspection de 2024) et d'actions complémentaires en cas de sécheresse.

Il est proposé d'acter les baisses de prélèvement en révisant à la baisse l'autorisation de prélèvement dans un arrêté préfectoral complémentaire.

La visite des installations a également mis en évidence des écarts au niveau du stockage des produits chimiques (rétention, étiquetage...) auxquels il convient de remédier rapidement. Une action de fond doit être engagée sur la gestion des produits chimiques afin de revenir à une situation conforme et maîtrisée.

Enfin, la protection des deux forages doit être vérifiée afin de prévenir le risque d'introduction de polluants dans les eaux souterraines.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Constats : Un plan des réseaux a été fourni en amont de l'inspection. Ce dernier : <ul style="list-style-type: none"> – n'est pas daté – ne fait pas figurer l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation et ses dispositifs de protection – ne fait figurer ni les ouvrages divers (vannes, compteurs) ni les ouvrages d'épuration interne (dégrilleurs, filtration, cuve d'agitation, bassin tampon, station d'épuration...), ni les points de contrôle et de rejet. – ne prend pas en compte les évolutions apportées à l'usine ces dernières années (arrêt de la rivière et impact sur les réseaux notamment).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande n°1 : L'exploitant met à jour sous trois mois son plan des réseaux d'alimentation et de collecte en prenant en compte les remarques formulées ci-dessus. Il veillera à le dater et le tenir à jour à chaque modification notable.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Données de prélèvement : compteur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Connaissance du prélèvement : compteur
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées
Constats : Le site dispose de plusieurs compteurs. En plus des 3 compteurs sur les arrivées d'eau principales (2 arrivées d'eau potable et puits), des sous-compteurs internes sont présents dans l'installation : <ul style="list-style-type: none"> – premier niveau après le compteur puits : aquamix teinture, aquamix rivière, teinture, finissage, bac teinture, – deuxième niveau après le compteur finissage : chaufferie et compteur F2 – deux compteurs pour le suivi de la station de traitement des effluents : entrée et sortie STEP déchromage. Ces compteurs sont relevés à la main tous les jours par les opérateurs sur un formulaire papier. L'exploitant indique qu'une saisie informatique est ensuite réalisée chaque semaine dans un tableur. Toutefois, la consultation de ce tableur met en évidence que seule les données journalières du compteur d'entrée principal « puits », du compteur sortie usine et des 2 compteurs STEP sont saisies dans le tableau. Les données relatives aux sous-compteurs ne sont pas renseignées ou 2 fois par an. La présence de nombreux compteurs est un point fort pour une bonne connaissance des usages de l'eau au sein du site. Toutefois, s'ils ne sont pas exploités, ils perdent une partie de leur intérêt. Un contrôle de cohérence entre le dernier relevé de début août avant l'arrêt d'été et les valeurs le jour de l'inspection a été réalisé sur les compteurs d'eau de nappe. Toutes les valeurs relevées étaient cohérentes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation : les relevés de tous les compteurs devraient être valorisés plus périodiquement afin de faire une veille sur la performance de l'installation au niveau de la consommation d'eau et identifier toute dérive. A minima, en période de sécheresse, un suivi rapproché de ces compteurs doit être réalisé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Données de prélèvement : respect des volumes prélevables autorisés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2012, article 4.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des volumes prélevables autorisés

Prescription contrôlée :

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes: Origine de la ressource
Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau Prélèvement maximal annuel (m³) Débit maximal (m³) Horaire Journalier

Eau souterraine Nappe phréatique : 100 000 m³/an 60 m³/h 500 m³/jour

Réseau public ROMANS : 5 000 m³/an 30 m³/h 100 m³/jour

Constats :

La valeur limite de prélèvement est largement respectée depuis les dix dernières années comme détaillé dans le tableau ci-dessous reprenant les déclarations GERE et les données du PSH :

	Eau potable (m ³) (5 000 m ³ autorisé)	Eaux souterraines (m ³) (100 000 m ³ autorisé)	Total prélevé déclaré (m ³)
2015	687	64 970	65 657
2016	583	54 004	54 587
2017	1 236	72 682	73 918
2018		71 450	71 450
2019	1 901	72 796	72 796
2020	1 789	52 909	52 909
2021	1 247	52 726	52 726
2022	570	41 507	42 077
2023	500	18 188	18 688
2024	500	13 076	13 576

À fin juin 2025, le prélèvement d'eau de nappe via le puits s'élevait à 3 700 m³ depuis le début de l'année 2025 pour une autorisation annuelle de 100 000 m³.

Ceci est dû à la conjugaison de plusieurs facteurs :

- une baisse de production les 4-5 dernières années,
- un arrêt du process de la rivière, amont du process de tannage (traitement des peaux brutes) fin 2022 (gain estimé par l'exploitant de 20 000 m³/an),
- des actions de réduction des consommations d'eau, explicitées dans le constat n°5.

Au vu de ces constats, des enjeux sur la ressource en eau dans laquelle prélève le site et dans la continuité de l'inspection du 2024, une révision à la baisse de l'autorisation de prélèvement est proposée dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint au présent rapport. Une diminution par deux de la valeur annuelle autorisée actuellement est proposée (50 000 m³/an).

Le nouveau tableau proposé est ci-dessous :

Origine de la ressource	Prélèvement maximal annuel	Prélèvement maximal horaire	Prélèvement maximal Journalier
Eaux souterraines	50 000 m ³ /an	50 m ³ /h	300 m ³ /j
Eau potable	2 500 m ³ /an	30 m ³ /h	100m ³ /j

Cette modification de l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral du 16 février 2012 a été ajoutée aux modifications identifiées et proposées à l'issue de l'inspection du 1^{er} juillet 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Obligations déclaratives - GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/01/2008, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Obligations déclaratives - GEREP

Prescription contrôlée :

I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :

-les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/an ;

-les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m³/an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;

Constats :

L'exploitant réalise ses déclarations GEREP, qui sont cohérentes avec son PSH et les relevés réalisés lors de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Sobriété hydrique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion économe de l'eau - dispositions pérennes

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

-utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ; [...]

Constats :

Le site se situe dans une zone à enjeu du point de vue de la ressource en eau. Il relève en effet de la zone de répartition des eaux du bassin versant de la Drôme des collines et de sa nappe d'accompagnement (arrêté 2014-352-0005 du 17 décembre 2014), qui fait de plus l'objet d'un PGRE (Plan de Gestion de la Ressource en Eau de transition de la Drôme des Collines 2020-2023 du 01/02/2021) .

Dans la continuité de l'inspection de 2024 sur la thématique sécheresse, la dernière version du plan de sobriété hydrique du site a été passé en revue lors de l'inspection.

Plusieurs observations ont été formulées à cette occasion.

Partie I - Diagnostic des consommations d'eau

I-2.e. La ressource est concernée par un PTGE

I-2.g. Les coordonnées du puits sont à préciser ainsi que l'emplacement des 2 arrivées d'eau potable

I- 4. Des différences ont été relevées, parfois à la marge, entre les déclarations GERE et les volumes annuels indiqués dans le PSH (exemple déclaration GERE 2022 : 41 507 m³; volume indiqué dans le PSH pour 2023 : 43 909 m³). La dernière déclaration en date, pour l'année 2024 est identique entre GERE et le PSH

I-5. Les volumes d'eau par usages ne sont pas quantifiés malgré la présence de sous-compteurs.

I-5.e. Il n'y a pas eu de recherche de perte ni de recherche de fuites

I.8 . Absence de schéma hydraulique

Comme déjà relevé lors de l'inspection de 2024 (observation 7), il est indispensable de réaliser un schéma hydraulique du site, indiquant les compteurs et précisant :

- les entrées d'eau dans les process précisant leur origine, idéalement par atelier/zone/machine
- leurs destinations (postes de consommations d'eau de process),
- les sorties d'eau (rejets), idéalement par atelier/zone/machine - les emplacements des compteurs et débitmètres potentiel,
- et en tant que possible, les consommations associées par poste (moyenne journalière/hebdo ou annuelle en fonction des données disponibles).

Partie II- Positionnement par rapport aux meilleurs techniques disponibles / à l'état de l'art du secteur

II-1). Comme déjà relevé en 2024, l'exploitant compare ses volumes rejetés à 3 indicateurs de production : chiffre d'affaires, surface de cuir produit et tonnage de peau travaillé. Globalement, une baisse de ces indicateurs est relevée. Toutefois, du fait de l'arrêt de la rivière fin 2022, la comparaison est pertinente que sur 2 années, avec un niveau de production exceptionnellement bas en 2024.

Dans son courrier de réponse aux demandes de la précédente inspection, l'exploitant a précisé que ces indicateurs n'étaient pas les plus pertinents et que de nouveaux indicateurs par secteurs allaient être mis en place. A la date de l'inspection, ces indicateurs n'étaient toujours pas en place. Un positionnement par rapport aux niveaux de consommation associé aux meilleures techniques disponibles du BREF tannerie de février 2013 pourrait être réalisé sur la partie corroyage finissage : entre 6 à 10 m³/tonne de peaux brutes pour les peaux de bovins. Le cas échéant, ces valeurs de référence pourraient être ajoutées en bas de tableau.

Les sous-compteurs installés dans l'installation ne sont pas exploités pour identifier la performance au niveau de la consommation par zone et suivre une consommation spécifique par zone.

II-2) L'installation ne relevant pas d'un classement IED, elle n'est pas soumise au BREF « TAN ».

L'exploitant présente dans son PSH quelques actions correspondant à des meilleurs techniques disponibles qu'il identifie pour son secteur. Par exemple : volumes d'eau prélevés et rejetés contrôlés, compteurs relevés chaque jour, rinçage réalisé par lot dans des foulons fermés, modernisation des foulons de teinture (2010) pour un fonctionnement en bains court et optimisation des opérations de rinçage (réduites au minimum).

Certains BREF transverses correspondent à l'activité du site même s'ils ne sont pas identifiés, notamment le BREF IFS (Systèmes de refroidissement industriel).

II-3. L'exploitant a indiqué ne pas réaliser ou avoir réalisé d'actions spécifiques de recherche de fuites dans ses réseaux.

Partie III- Recensement actions de réduction des prélèvements

L'exploitant tient à jour les actions de réduction des prélèvements qu'il réalise ou projette de façon structurelle.

Des actions sont déjà mises en place et le resteront : remplacement des bacs de teinture par des chevalets, développement de nouvelles formules avec suppression d'une étape de rinçage, mise en place de sonde de niveau, passage en nettoyage à sec sur les lignes de finissages. Les gains sont chiffrés sur l'année où l'action a été mise en place mais certains sont en lien avec le niveau d'activité.

L'exploitant profite également du faible niveau d'activité pour tester des actions de réduction d'utilisation d'eau, étudier leur efficacité et impact au niveau de la production, notamment pour la qualité du produit fini. Par exemple :

- une modification fournisseur a été apportée à un foulon pour augmenter sa capacité, Le résultat est concluant et l'exploitant a indiqué que de telles modifications pourront être apportées aux autres foulons si l'activité reprend

- un système de récupération dans des GRV des eaux de refroidissement en circuit ouvert d'un chauffage à huile pour réutilisation dans le process est en test. Le test est également concluant et des études vont être lancées pour développer le dispositif et d'une manière plus générale sur le recyclage de l'eau sur le site.

Les économies ont été chiffrées en m³ par semaine ou m³ par foulon et sont liées au niveau de production. Ces économies pourraient être comparées à la consommation globale

La mise en place de compteurs supplémentaires avec télétransmission indiquée dans le PSH n'a pour l'instant pas été déployée du fait de la situation économique du site.

En ce qui concerne les mesures conjoncturelles, les actions de sensibilisation et surveillance mériteraient d'être renforcées (cf constat n° 7).

Le décalage ou séquençage de la production identifié devra être étudié plus dans le détail et développé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n° 2 : Afin de pouvoir justifier qu'il a réduit ses consommations au minimum, l'exploitant doit compléter son PSH, sous 3 mois, en prenant en compte les observations formulées ci-avant.

Il doit notamment réaliser un schéma hydraulique détaillé de son fonctionnement hydrique. Ce schéma doit préciser :

- les entrées d'eau dans les process précisant leur origine (eau du réseau d'eau potable ou eau de la nappe), idéalement par atelier/zone/machine,

- leurs destinations (postes de consommations d'eau de process),
- les sorties d'eau (rejets), idéalement par atelier/zone/machine,
- les emplacements des compteurs et débitmètres potentiel,
- et en tant que possible, les consommations associées par poste (moyenne journalière/hebdo ou annuelle en fonction des données disponibles).

Ce travail doit notamment permettre d'identifier des postes de consommation non ou insuffisamment suivis.

Demande n° 3 : L'exploitant doit mettre en place une analyse périodique des relevés des sous-compteurs afin d'une part d'identifier sa performance au niveau des consommations d'eau des différentes zones, par exemple en mettant en place des consommations spécifiques par zones, et d'autre part afin de pouvoir identifier rapidement une dérive de consommation afin de pouvoir y remédier dans les meilleurs délais. La périodicité de cette analyse pourrait utilement être renforcée en période de sécheresse. Le BREF TAN identifie une fréquence a minima mensuelle pour l'analyse de la consommation dans les différents stades du procédé croisée au relevé de la production sur la même période.

Demande n° 4 : L'exploitant doit également réaliser une action de recherche de fuite et étudier plus en détail le décalage ou séquençement de la production comme action conjoncturelles en cas de niveau de sécheresse élevé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Sécheresse - adaptation des restrictions - cadre local

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/04/2024, article Annexe 1

Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse - exemption au cadre régional

Prescription contrôlée :

ICPE (page 8 sur 11)

- Alerte : Réduction de la consommation d'eau de 25%
- Alerte renforcée : Réduction de la consommation d'eau de 50%
- Crise : Arrêt des prélèvements

Exceptions :

- La consommation annuelle de l'établissement est faible (<1 000 m³/an dans le milieu ou <7 000 m³/an prélevé à partir du réseau AEP et milieu)
- L'établissement peut démontrer que ses prélèvements en eau ont été réduits au minimum. (...) Il tient à disposition de l'inspection des installations classées un document spécifique argumenté permettant de justifier qu'il relève de ce cadre particulier (Plan de Sobriété Hydrique).

Constats :

La consommation totale du site est supérieure au seuil de 1 000 m³ annuel mentionné dans l'arrêté cadre sécheresse départemental.

L'exploitant s'est déclaré en ligne afin d'indiquer vouloir bénéficier de l'exemption prévue pour les sites dont les prélèvements ont été réduits au minimum par l'arrêté cadre sécheresse départemental.

Dans cette optique, l'exploitant a établi un Plan de Sobriété Hydrique (PSH) afin de justifier qu'il a effectivement réduit ses prélèvements au minimum et il le tient à jour.

L'analyse du plan de sobriété hydrique est réalisé dans le constat n° 5.

Bien qu'il soit encore nécessaire d'améliorer le PSH présenté, la demande d'exemption formulée par l'exploitant semble acceptable cette année au regard des efforts déjà réalisés et des niveaux de prélèvement et d'activité actuels. L'exploitant est toutefois invité à poursuivre ses efforts, à avancer dans les études envisagées et à pérenniser les actions de réduction testées

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Sécheresse - respect des restrictions applicables

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/2025, article Article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse - respect des restrictions applicables

Prescription contrôlée :

Situation des différentes zone hydrographique de gestion du département de la Drôme. Les niveaux de restriction sont les suivants :

Zones hydrographiques de Gestion	Ressource	Situation de Gestion
Galaure - Drôme des Collines	Cours d'eau et nappe d'accompagnement	Alerte renforcée
Galaure - Drôme des Collines	Molasse miocène du Bas Dauphiné	Alerte

Constats :

Par arrêté du 14 août 2025, le secteur est passé au niveau « alerte renforcée » pour ce qui concerne les cours d'eau et nappe d'accompagnement et au niveau « alerte » pour ce qui concerne les eaux souterraines (ressource Molasse miocène du Bas Dauphiné).

Le site ne prélève pas d'eaux superficielles mais dans les « alluvions anciennes terrasses de Romans et de l'Isère » qui font partie de l'entité hydrogéologique molasse miocène du Bas Dauphiné.

D'une manière générale, l'exploitant indique que le personnel est sensibilisé aux règles de bon usage et d'économie d'eau, sans affichage particulier. Le site a été fermé 3 semaines en août. Il n'y a pas eu d'information spécifique du personnel à la reprise sur le passage du niveau "alerte" d'un point de vue de la sécheresse .

L'exploitant est invité à faire un point sur la situation sécheresse de la ressource en eau aux prochains points périodiques avec les équipes et les différents responsables d'atelier.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°5 : L'exploitant renforce ses actions de sensibilisation et connaissance pendant la période d'étiage :

- points périodiques avec ses équipes sur la sécheresse, sur sa consommation d'eau totale, celle des différents ateliers en lien avec la production et identification possible de séquençement de production
- renforcement de l'exploitation de ses données de prélèvement.

Ces actions sont identifiées dans le PSH.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : État des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats : L'exploitant a indiqué réaliser un inventaire physique mensuel des produits chimiques ainsi qu'une gestion des entrées et sorties de produits chimiques sur le site. L'exploitant a transmis postérieurement à l'inspection son état des stocks, réalisé semaines 27 et 31. Celui-ci prévoit la présence des informations suivantes (non exhaustif) : l'emplacement des produits, le nombre et le poids des contenants, pictogramme de danger, caractère acide ou basique, si la substance relève du règlement Reach, les conditions de stockage, les rubriques ICPE, l'état... Toutefois, pour environ 15 % des produits chimiques de l'inventaire le caractère acide/base et les pictogrammes de dangers ne sont pas renseignés. C'est notamment le cas de l'imprapell, dont la présence a été relevée sur site lors de la visite. L'inventaire de fin juillet identifie 6 bidons de 60 kg de ce produit comburant (H271), corrosif (H290), toxique (H302, H318), CMR (H373) et très toxique pour les organismes aquatiques (H410). de plus, il dégage au contact d'un acide un gaz très toxique. Il convient que ces informations figurent dans l'inventaire afin d'identifier ses risques et d'identifier un lieu de stockage adapté. D'autre part, certains produits constatés lors de l'inspection semaine 35 n'y figuraient pas encore, notamment plusieurs bidons de 27 kg de soude caustique dans les étagères du bâtiment de la rivière et un GRV de 1 m ³ de produit de traitement pour la station de traitement, livré le jour même d'après l'exploitant. Au vu du mode de fonctionnement de l'inventaire, cela est compréhensible. La gestion des entrées et sorties de produits chimiques n'a pas été évaluée lors de cette inspection. Un produit stocké en extérieur sans rétention a été identifié comme présent depuis plusieurs mois/années mais non présent dans l'inventaire. L'exploitant a indiqué que ce dernier avait été retiré du stock en décembre 2024 car prévu à la destruction. Finalement il a été décidé de le conserver sans pour autant que la réintégration dans le stock n'ait été effectuée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande n°6 : L'exploitant s'assure de faire figurer dans son inventaire de produits chimiques les pictogrammes de danger et conditions de stockage nécessaires de façon exhaustive pour les substances ou mélanges classés comme dangereux, de façon notamment à éviter des incompatibilités. D'autre part, Il veille à l'exhaustivité de son inventaire et à ne pas anticiper de suppression de produits destiné à la destruction.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Étiquetage des produits chimiques

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article 17
Thème(s) : Produits chimiques, Étiquetage
Prescription contrôlée : Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial : Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger , les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence. (...) L'étiquette est rédigée dans la ou les langues officielles du ou des États membres dans lequel ou lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, sauf si le ou les États membres concerné(s) en disposent autrement. Les fournisseurs peuvent utiliser sur leurs étiquettes plus de langues que celles qui sont prescrites par les États membres, à condition que les mêmes renseignements apparaissent dans toutes les langues utilisées.
Constats : L'étiquetage des contenants commerciaux de produits chimiques doit être en français. Plusieurs étiquettes uniquement en italien et en anglais ont été relevées lors de l'inspection. L'exploitant a indiqué se fournir beaucoup en Italie.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande n°7 : L'exploitant doit s'assurer, sous 3 mois, que tous les étiquetages de produits chimiques utilisés sur le site sont a minima en français. Il détaillera les actions menées en ce sens.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Fiche de données de sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, 37-5
Thème(s) : Produits chimiques, Rétention
Prescription contrôlée : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail. Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.

Constats :

Les fiches de données de sécurité (FDS) de 4 produits ont été demandées lors de l'inspection afin de réaliser un contrôle par sondage.

Les 4 FDS, en français contrairement aux étiquettes, ont été fournies. La plus ancienne date du 30/10/2021. Les autres ont été révisées en 2022, 2024 et 2025.

La cohérence entre les pictogrammes de dangers des FDS et celles figurant dans l'inventaire (cf point de contrôle précédent) a été vérifiée pour les 2 produits figurant dans l'inventaire. Pour l'un d'entre eux les informations sont cohérentes, pour l'autre, il est indiqué NA dans la case pictogramme de dangers de l'inventaire alors que la FDS et l'étiquetage du produit en identifie un (produit catalix 150, pictogramme de danger corrosif). Cette remarque rejoint celle formulée au constat n°8.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI

Thème(s) : Risques chroniques, Rétention

Prescription contrôlée :

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60°C et 93°C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;
- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses [respectent également ces prescriptions].

Constats :

Des produits sans rétention ont été constatés en extérieur à proximité du portail de livraison et à proximité d'un regard d'eau pluviale (cf photo) :

- un GRV de 1 m³ de polydioxychlorure d'aluminium (produit de traitement pour la station de traitement), livré le jour même d'après l'exploitant,
- sur une palette un bidon de 120 litres plein de Tanicor (d'après la FDS produit corrosif et CMR, incompatible avec les bases, attaque de nombreux métaux en produisant de l'hydrogène gazeux) et trois bidons plus petits d'un autre produit.

Le contenu du kit anti-déversement disponible à côté de ce regard a été vérifié, celui-ci contenait plusieurs boudins absorbant et une plaque obturatrice réutilisable souple. Toutefois, cette dernière n'aurait pas pu être déployée en cas de déversement accidentel dans la mesure où une palette d'un produit très volumineux a été posée sur le regard, l'obstruant partiellement.

L'exploitant a indiqué par mail du 9 septembre que le GRV a été placé sur rétention sous auvent et que les bidons bleus ont été rangés sur les racks à l'intérieur, avec transmission d'une photo à l'appui.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande n°8 : L'exploitant s'assure que la totalité de ses produits chimiques disposent d'une rétention correctement dimensionnée, y compris lors des livraisons. Il détaille les actions menées en ce sens et l'organisation mise en place pour remédier à tout nouvel écart similaire.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Entretien de la rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.</p> <p>Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses [respectent également ces prescriptions]. A défaut, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement.</p> <p>L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le revêtement de la rétention principale du local produits chimiques semble attaqué, en effet à l'œil nu les graviers du béton sont visibles, témoin d'une attaque du revêtement autour des graviers.</p> <p>La rétention ne semble donc pas étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. L'exploitant a pourtant indiqué lors de la visite que le revêtement avait été refait récemment.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande n°9 : L'exploitant justifie, sous un mois, de la nature du revêtement de la rétention de son magasin produit chimique, de son état et de son caractère étanche ou non. Le cas échéant, il propose un échéancier de réfection du revêtement de cette rétention ainsi que de toutes autres rétentions du site le nécessitant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.
Constats : L'exploitant a indiqué que les incompatibilités étaient notamment gérées via des pastilles de couleur pour acide/base/neutre. Au niveau du magasin produits chimiques, lors de la visite, les produits ne disposaient pas tous d'une pastille. Les différents emplacements des produits sont identifiés au mur avec le nom des produits. Il a cependant été identifié un produit imprapell CO dans un emplacement qui ne lui était pas destiné sans garantie que cet emplacement était adapté. L'exploitant a indiqué utiliser temporairement ce produit afin de pouvoir traiter des peaux achetées en 2024 mais non utilisées du fait de la baisse de production. Au vu des phrases de danger de ce produit (détaillé dans le constat n°8), une vérification de la compatibilité avec les autres produits stockés sur la même rétention est nécessaire. D'autre part, au niveau des étagères du bâtiment de la rivière (local où était implanté la rivière avant son arrêt), un schéma de répartition des produits chimiques a été constaté, mais il ne semblait pas forcément respecté. De nombreux produits sont anciens et plus forcément utilisés et de nombreux produits sont stockés, certains à plusieurs mètres de hauteur. Un travail de fond nécessite d'être mené afin de mettre sous contrôle la gestion des produits chimiques sur le site et garantir l'absence de stockage de produits incompatibles sur une même rétention. L'exploitant a indiqué qu'une démarche pour obtenir la certification LW était en cours et qu'un travail sur la gestion des produits chimiques était engagée en ce sens.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande n°10 : l'exploitant procède dans les meilleurs délais à la vérification de la compatibilité du produit imprapell CO avec les autres produits stockés sur la même rétention. Le cas échéant, une zone de stockage dédiée doit lui être attribuée. Demande n°11 : D'une manière plus générale, l'exploitant doit s'assurer de la compatibilité de tous les produits associés à une même rétention, notamment dans le local produits chimiques et dans les étagères de la rivière. Dans le cas où les produits ne sont plus utilisés et ne le seront pas dans le futur, ils doivent être éliminés en tant que déchets dans des filières autorisées. Dans le cas de l'approvisionnement d'un nouveau produit, l'emplacement de stockage de ce dernier doit être défini avant son arrivée sur le site. L'exploitant détaillera les actions menées dans ce sens.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 7 jours

N° 14 : Protection et surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/02/2012, article 9.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Protection et surveillance des eaux souterraines
Prescription contrôlée : Les paramètres ci-dessous feront l'objet d'analyses suivant les fréquences mentionnées : Surveillance annuelle des paramètres Chloroforme, 1,2-Dichloroéthane, chrome VI et chrome total
Constats : L'exploitant dispose de 2 ouvrages dans l'enceinte de son site : – un piézomètre (code BSS 001XNRT, ancien code : 07955X0182/PZ1) permettant une surveillance de la nappe, – un puits (code BSS 001XNRS, ancien code : 07955X0181/P1) permettant le prélèvement d'eau de la nappe pour les usages du site. Les 2 dernières analyses des eaux souterraines ont été demandées et fournies par l'exploitant. Lors de la visite des installations, le piézomètre n'était pas accessible car sous une palette. Il n'a donc pas été possible de vérifier la protection de la tête du piézomètre dédié à la surveillance et son étanchéité afin de garantir toute introduction de pollution de surface. En ce qui concerne le puits, il a été relevé que la porte d'accès au local technique en contrebas n'était pas fermée à clef, ni celle du local dans lequel se situe le puits. Par conséquent, toute personne peut accéder au puits. L'exploitant a indiqué que le local technique était fermé à clé en dehors des heures d'ouverture du site. Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande n°12 : Afin de prévenir toute introduction de polluant dans les eaux souterraines, l'exploitant s'assure de la bonne étanchéité de la tête de piézomètre et veille à ce que l'accès au puits soit réservé aux personnes autorisées, par exemple en fermant à clé l'accès au local d'accès au local.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

Planche photographique associée à la visite d'inspection

N°11 : Capacités de rétention des produits chimiques



Produits sans rétentions en extérieur le jour de l'inspection



Regard d'eaux pluviales bloqué par un colis empêchant la mise en place de plaque obturante en cas d'épandage accidentel